



William Bourdon, avocat international, du Droit et de la droiture

"De Raoni à Snowden, 40 ans d'affaires d'un grand avocat international."

Par [René Naba](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Mondialisation.ca, 03 septembre 2024

Son cursus constitue une combinaison harmonieuse du droit et de la droiture. Présent dans tous les grands débats politiques contemporains, toujours en contrechamps, souvent à contre-courant, jamais à contretemps.

Admis au Barreau en 1980, à 24 ans, au seuil d'une décennie marquée par un chambardement idéologique majeur avec l'accession au pouvoir, en France, du socialiste François Mitterrand, au terme d'un quart de siècle de pouvoir de la droite, mais surtout de la propulsion simultanée au pouvoir de Ronald Reagan (États-Unis) et de Margaret Thatcher (Royaume Uni), les deux fers de lance idéologiques du capitalisme sauvage de l'époque contemporaine, William Bourdon se fera le gardien vigilant de ses dérives mortifères, avec son cortège de privatisation, de délocalisation et de déréglementation, à coups de Consensus de Washington et son prolongement européen, le Consensus de Bruxelles, avec à la clé l'instauration d'un chômage structurel.

La société d'abondance a certes engendré la prospérité, mais secrété aussi la misère; une société d'exclusion et de marginalisation, et la «Mondialisation heureuse», une criminalité transnationale (1).

Prenant le contrepied du hasard de sa naissance, ce natif de la banlieue huppée de Neuilly, -ce «ghetto du gotha» concentré de toutes les droites françaises-, plutôt que de se lancer dans la juteuse activité rémunératrice des restructurations des sociétés, par fusion et acquisition, traquera ainsi sans relâche les requins de la finance, aussi bien les «loups de Wall Street» que les pensionnaires du marigot de la Françafrique.

L'année suivant son inscription au barreau parisien, en 1981, William Bourdon devient le 10e secrétaire du concours de la conférence du stage de l'Ordre des avocats de Paris. Il enchaîne le cursus que le vieux monde astucieux met sous les pas des jeunes conquérants épris de justice : De 1994 à 2000, William Bourdon est ainsi tour à tour secrétaire général adjoint, puis secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH).

En octobre 2001, il fonde l'association Sherpa, dont l'objet est de «défendre les victimes de crimes commis par des opérateurs économiques». Le juriste baptisera sa structure du nom de Sherpa, par référence aux guides, habituellement tous de l'ethnie Sherpa (Tibet), qui aident les alpinistes sur les sommets himalayens, ainsi que, par extension, en diplomatie, les hommes et femmes de l'ombre qui portent les documents et préparent les grandes réunions internationales de grands dirigeants du Monde.

Symboliquement, Sherpa est installé dans les locaux de France-Libertés, dont il est membre de son Conseil d'administration et l'avocat de Danielle Mitterrand. Sur sa lancée, il sera par la suite l'avocat de Transparency International et de l'association Survie et de la Fédération des Congolais de la Diaspora FCD).

Et, à une époque caractérisée par la montée en puissance de la xénophobie propulsée par la thématique nauséabonde du «grand remplacement», l'avocat se penchera sur le cas des étrangers en situation irrégulière, et, par extension de la CIMADE, pour laquelle il est intervenu en qualité d'observateur en 1992 (2).

Le tableau de chasse de William Bourdon

La ligne directrice de William Bourdon est simple mais lourde de périls, consignée dans son récent ouvrage «Sur le fil de la Défense» (Le cherche midi) : «Rendre responsable les prédateurs de l'humanité». Ambitieux programme s'il en est quand bien même l'avocat admet «l'impossible défense des suspects du terrorisme». Mais la difficulté de la tâche ne le rebute pas.

Alors qu'une large fraction de l'élite mondialisée se livre, sans retenue, aux joies du Safari, William Bourdon s'appliquera méthodiquement à épingler sur son tableau de chasse, un gibier de toute autre nature ; de tout autre calibre : l'Humain gangréné par la corruption, faisandé par la criminalité.

-La défense de prostitués dans l'Affaire Jobic, un commissaire de police accusé de proxénétisme, celle du syndicaliste de SUD PTT Cyril Ferez, blessé lors des manifestations contre la Loi pour l'égalité des chances, de Yildune Lévy, proche de Julien Coupat dans l'affaire des sabotages des caténaires SNCF et deux détenus français de la prison de Guantanamo.

En 2009, William Bourdon défend André Barthélemy, président d'« Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme », accusé de « provocation directe à la rébellion » et « entrave volontaire à la circulation d'un aéronef », pour s'être opposé aux conditions de reconduite à la frontière de deux ressortissants congolais.

Son plaidoyer contre la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) et leur «politique d'ajustement structurel» dressé lors de son intervention dans le film " Bamako " du malien Abderrahmane Sissoko a retenti dans la conscience africaine comme un réquisitoire contre la face hideuse des cosmocrates de l'oligarchie mondiale.

Prémonitoire aura été cet habitué des prétoires, en observateur avisé de l'âme humaine: Deux ans après son épigramme barbelé du film " Bamako", la crise des «subprimes» en 2008 va provoquer la perte de 25.000 milliards de dollars de capitalisation boursière, de quoi éradiquer l'analphabétisme au niveau de la planète et de réhabiliter une bonne fraction des services publics du quart monde. Mieux ! Auparavant, de 2000 à 2002, la crise boursière violente qui avait secoué la quasi-totalité des places financières internationales, avait entraîné une baisse de valeur de 65 pour cent des titres cotés en bourse, atteignant même pour les titres des entreprises de haute technologie une décote de 80 pour cent de leur valeur.

Les titres détruits ont représenté 70 fois la valeur des titres de la dette extérieure de l'ensemble des pays du tiers monde.

Or, malgré la sévérité de cette crise, aucun pays du nord ne s'est retrouvé en difficulté et le système bancaire mondial a parfaitement digéré la crise, alors que le tiers monde croule sous le poids de la dette.

Bien mieux : En 2003 l'aide publique au développement fournie par les pays industriels du nord aux 122 pays du tiers monde s'est élevée à 54 milliards de dollars. Durant cette même période le tiers monde a transféré aux banques du Nord 436 milliards de dollars au titre du service de la dette. Une ponction exorbitante.

Indifférente à la misère du Monde, la technostructure financière mondiale demeurera inflexible, inébranlable dans ses certitudes, feignant d'ignorer le considérable «enrichissement sans cause», généré par la traite négrière vers le continent américain, la main d'œuvre taillable et corvéable à merci, avec en prime, le droit de cuissage permanent.

La sanction de cet égotisme occidental tombera, tel un couperet : L'Afrique sera gangrénée par le terrorisme islamique et les nouveaux venus sur la scène internationale –la Chine, l'Inde, la Turquie–, délogeront d'Afrique les anciennes puissances coloniales, le Royaume Uni et la France, qui y perdra au passage son pré carré au profit de la Russie.

Camouflet magistral : Le «Sud global», autrement dit la totalité des pays anciennement colonisés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, non seulement refuseront, en 2022, de servir de «chair à canon» dans cette nouvelle «querelle de blanc» en Ukraine, –comme ce fut le cas lors des deux Guerres mondiales du XX^e me siècle–, mais aussi de cautionner la guerre que Kiev menait par substitution de l'Otan contre la Russie. Un égotisme préludant à la désoccidentalisation de la planète, avec la constitution du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), le noyau du nouveau monde multipolaire.

Jean Ziegler, auteur de l'ouvrage «*L'Empire de la honte*», paru aux éditions Fayard en 2005, en déduira que les prédateurs des économies africaines se recrutent parmi les hauts fonctionnaires, ministres et présidents autochtones.

Au diapason du sociologue suisse, William Bourdon actionnera en justice au Sénégal, où il s'était réfugié, Hissène Habré, l'ancien chouchou de la France, pour tortures et crimes contre l'humanité. Dans la foulée, il sera à l'origine des plaintes contre Omar Bongo (Gabon), Denis Sassou-Nguesso (Congo-Brazzaville) et Teodoro Obiang Nguema (Guinée Équatoriale) sur les biens mal acquis de ces pontes de la Françafrique.

Ah ce chèque de 450.000 euros tiré par Mme Édith Bongo pour s'offrir une limousine Daimler Benz, qui n'a pratiquement jamais servi, garée dans un parking de l'avenue Foch; la luxueuse avenue de la capitale française.

Pour expliquer sa mansuétude à l'égard de ces satrapes africains et l'immunité dont ils bénéficient de la part de leur ancien colonisateur, la France faisait valoir la crainte de «faire le jeu de la Chine». Argument commode.

Épilogue de cette affaire : La dynastie Bongo, qui s'est maintenue au pouvoir pendant 56 ans (1967-2023) a été balayée du pouvoir et la Chine et la Russie ont délogé la France de son pré carré africain. Dans son ouvrage « Sur le fil de la défense », l'auteur mentionne cet aspect de son combat dans le chapitre « Face à l'hyper-cupidité, la saga BMA», pour Bien Mal Acquis.

Pionnier dans la défense des lanceurs d'alerte tel Edward Snowden, William Bourdon sera en

outre l'avocat des indigènes Raoni et Surui, deux des plus célèbres caciques de l'Amazonie, contre le brésilien Jair Bolsonaro devant la Cour pénale internationale.

En 2005, il obtient le versement de la somme de 5,2 millions € par le groupe pétrolier français Total à des victimes birmanes, alors que Bernard Kouchner, le fondateur de l'ONG « Médecins sans frontières », -«le tiers mondiste, deux tiers mondain», selon ses détracteurs-, commettait un rapport pour disculper la firme pétrolière française de recourir au travail forcé en Birmanie. L'auteur consacre d'ailleurs à ce thème un chapitre de son ouvrage intitulé sobrement «Total en Birmanie».

La défense d'Edgar Morin

Le récit concernant sa défense d'Edgar Morin «le philosophe de la complexité» vaut son pesant d'or tant par ses protagonistes, que le sujet incriminé : Edgard Morin a été poursuivi pour «antisémitisme» par deux associations «Avocats Sans frontières» et France Israël, défendues par Me Gilles William Goldnadel.

L'accusation d'antisémitisme, un classique du genre, est l'arme de destruction absolue brandie par les sympathisants de l'état Hébreu pour neutraliser toute critique à l'égard d'Israël et ses partisans dans le Monde occidental. Le passage incriminé était le suivant : « On a peine à imaginer qu'une nation de fugitifs, issue du peuple le plus longtemps persécuté dans l'histoire de l'Humanité, ayant subi les pires humiliations et le pire mépris, soit capables de se transformer en deux générations, non seulement en «peuple dominateur et sûr de lui », et, à l'exception d'une admirable minorité, en peuple méprisant ayant satisfaction à humilier».

Commentaire de William Bourdon : «Ses adversaires (d'Edgar Morin) ne pouvaient ignorer qu'une lecture essentialiste de cet article relevait de la mauvaise foi. Mais l'avantage de la foi, disait André Gide, c'est qu'elle dispense d'en avoir une bonne». Ah qu'en ces termes pleins de finesse ces choses-là sont dites.

Sujet toujours d'actualité, lorsque l'on songe au massacre à huis clos ordonné par Israël contre l'enclave palestinienne de Gaza, en représailles à l'opération «Déluge Al Aqsa» contre l'Etat Hébreu, le 7 octobre 2023, qui conduira le très respecté journaliste britannique David Hearst, à déduire qu' «En réalité, aucun pays ne fait plus pour délégitimer Israël que l'État israélien lui-même».

- Sur ce thème, cf ce lien <https://www.middleeasteye.net/fr/opinion-fr/guerre-gaza-justice-internationale-afrique-du-sud-genocide-israel>
- Pour aller plus loin : <https://www.renenaba.com/de-laccusation-dantisemitisme-comme-arme-de-dissuasion/>

Le long combat aux côtés du journaliste Jacques Marie Bourget

William Bourdon a été l'avocat de familles franco-chiliennes victimes du dictateur Augusto Pinochet, ainsi que du journaliste Jacques Marie Bourget. Détenteur du "prix scoop" pour avoir révélé l'affaire Greenpeace, Jacques Marie Bourget est un journaliste de terrain, non un verbeux, que l'armée israélienne, «la plus morale du Monde», a voulu expédier sous terre pour le faire taire. L'enterrer pour étouffer la vérité.

Grièvement blessé le 21 octobre 2000, à Ramallah en Cisjordanie, par une balle M 16, alors qu'il réalisait un reportage en Palestine, les autorités d'occupation israéliennes interdisent d'abord son accès à l'hôpital de Jérusalem puis refusent son rapatriement vers la France.

Le président de la République française, Jacques Chirac, a dû intervenir personnellement auprès du premier ministre israélien Ehud Barak pour le rapatrier. En tandem avec William Bourdon, Jacques-Marie Bourget mènera un long combat judiciaire qui dura 18 ans. Il sera reconnu et indemnisé comme victime d'un acte violant le droit international humanitaire.

L'«unique démocratie du Moyen Orient» est coutumière du fait. Sa consœur palestinienne (Al Jazeera) Shirine Abu Akleh a succombé aux tirs d'un sniper israélien, de même que la famille de leur confrère Wael Dahdouh, correspondant d'«Al Jazeera» à Gaza, dont l'épouse, deux de ses enfants et son petit-fils, ont été tués par les bombardements israéliens à Gaza, en 2023.

Au 4eme mois de la guerre d'Israël contre Gaza, en 2023, 101 journalistes avaient été tués par des tirs israéliens, derniers témoins d'une guerre à huis clos. «Armée morale» et «pureté des armes» qu'ils disent. Balivernes

- Pour aller plus loin sur ce thème : <https://www.madaniya.info/2015/11/15/en-hommage-au-combat-opiniatre-de-notre-confrere-jacques-marie-bourget/>

La Guerre de Syrie et la défense de Haytham Manna, doyen des opposants syriens.

Lors du grand naufrage français dans la séquence dite du «printemps arabe», (2011-2021), l'homme, à contre courant de la meute islamophiliste de la caste politico-médiatique française, prendra la défense de Haytham Manna, le doyen des opposants syriens, et animateur de l'opposition démocratique syrienne, que la «Patrie des Droits de l'homme», paradoxalement, combattra sans relâche, en s'alliant avec le Qatar et la Turquie, les deux pays parrains de la confrérie des Frères Musulmans et de la galaxie des groupements terroristes gravitant dans leur orbite; une fixation témoignant ainsi, vis-à-vis de la Syrie, elle, l'unique pays au Monde se réclamant de la laïcité, d'un rare cas de psychiatrie exacerbée.

Sur ce thème, cf ce lien <https://www.madaniya.info/2022/05/02/la-france-vis-a-vis-de-la-syrie-un-rare-cas-de-psychiatrie-exacerbe/>

Même le journal Le Monde participera à cette curée, la marque d'une rare ingratitude lorsque l'on songe que l'une des plumes du journal, l'amnésique Florence Aubenas, égérie des djihadistes d'Alep, ancienne otage en Irak des collègues djihadistes de Syrie, est redevable à l'opposant syrien de sa liberté, en ce que M. Haytham Manna était intercedé en sa faveur auprès des geôliers irakiens, en sa qualité de président du «Comité Arabe des Droits de l'Homme», jouissant de surcroît de son prestige d'opposant à la double dictature baasiste en Syrie et en Irak.

«Jabhat An Nosra fait du bon travail en Syrie»... Cette ineptie formulée par Laurent Fabius, à l'époque ministre des Affaires étrangères, résonne encore de nos jours dans la mémoire comme la marque d'une infamie morale.

- Pour aller plus loin sur cette affaire, cf ; ce lien <https://www.madaniya.info/2016/04/05/l-oeil-borgne-sur-la-syrie-nombril-du-monde/>
- sur Haytham Manna : <https://www.madaniya.info/2017/09/01/haytham-manna-le-paria-de-damas-ou-l-a-rectitude-en-politique/>

La conjuration des cloportes téléguidés par la mafie libanaise.

Le positionnement de William Bourdon suscitera une animosité d'autant plus vive qu'il se heurte à de gros intérêts. Le point d'orgue de cette guerre contre la corruption a eu précisément pour théâtre le Liban à l'occasion de la plainte déposée contre l'inamovible gouverneur de la Banque centrale Libanaise, Riad Salamé, grand corrupteur devant l'éternel, et fossoyeur de l'économie libanaise.

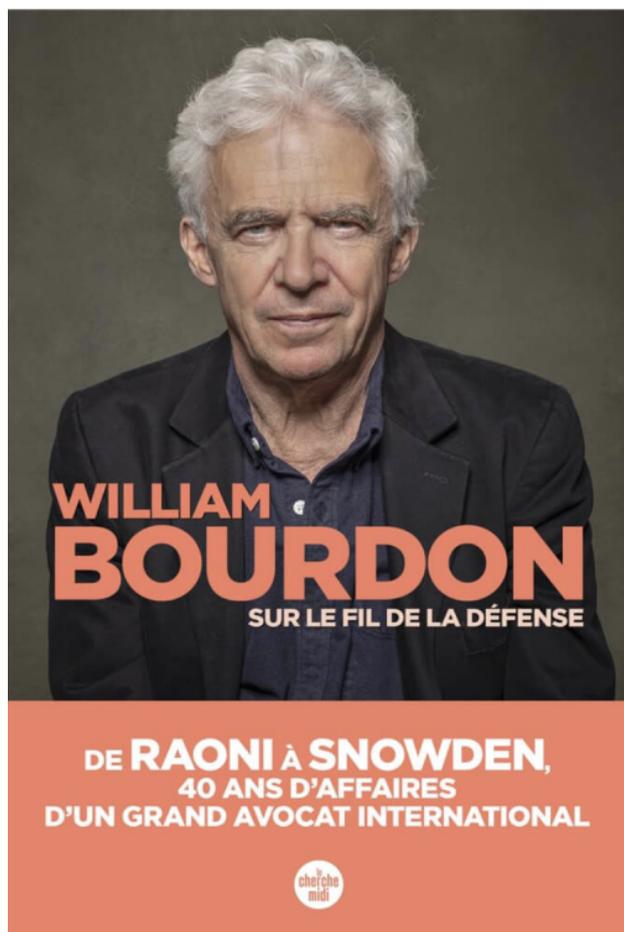
Un site libanais fondé par des nostalgiques du primat maronite sur le Liban et proches des milices chrétiennes libanaises s'est distingué par une charge contre l'avocat français, relayée à Paris par un sycophante dont le comportement déontologique est antinomique de son nom patronymique : un Laid, d'une laideur morale absolue.

William Bourdon n'en a eu cure : l'ancien Mozart de la finance libanaise, un Robert Madoff bas de gamme, n'a pas été reconduit dans son mandat, alors que la justice européenne lui réclamait des comptes.

La charge libanaise a été emportée tel un fétu de paille, projetée vers les fosses nauséabondes d'où elle avait été concoctée. Ah ces manœuvres de basse-cour propres aux fanges de la société informelle dont le Liban en regorge abondamment, de même que les plumitifs véreux et les mercenaires de tout acabit. Un condensé de toutes les turpitudes que William Bourdon a combattu tout au long de sa vie et qu'il a terrassées.

Avocat au Barreau de Paris et auprès de la Cour Pénale Internationale, William Bourdon est un homme pour qui les spasmes tragiques de l'Histoire ont plus de valeur que les états d'âme personnels.

René Naba



WILLIAM BOURDON

Comment devient-on un avocat engagé contre des dictateurs, des multinationales puissantes, des mafias d'État, tout en défendant des clients parfois poursuivis pour les pires crimes ?

William Bourdon raconte la naissance de sa vocation, ses modèles spirituels, l'équilibre à trouver entre les vérités multiples d'un procès.

Après avoir été secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme, il crée l'association Sherpa, à l'origine de poursuites contre Total en Birmanie ainsi que de la notion de « biens mal acquis » qui a permis d'incriminer des dictateurs africains. Il obtient, pour la première fois en France, la mise en examen d'un suspect du génocide rwandais, l'abbé Wenceslas Munyeshyaka. Il devient pionnier dans la défense de lanceurs d'alerte comme Edward Snowden, Hervé Falciani ou Rui Pinto. Il est encore l'avocat d'Alexei Navalny ou des indigènes Raoni et Surui contre Bolsonaro devant la Cour pénale internationale.

Au fil de ses combats, il rencontre des militants anonymes à travers le monde, des justes qui se font parfois assassiner.

Cet édifiant récit interroge la notion d'engagement, le fonctionnement obscur du monde et les contradictions de la nature humaine. Il apparaît surtout comme une formidable et stimulante leçon de courage.

William Bourdon est avocat, inscrit au Barreau de Paris depuis 1980. Ses domaines essentiels d'activité sont le droit pénal, le droit public, le droit des médias, ainsi que le droit international. Il a été secrétaire général de la FIDH (Fédération internationale des droits de l'homme) de 1995 à 2000. Il est le président-fondateur de Sherpa depuis 2001, ainsi que celui de la PPLAAF (Plateforme de protection des lanceurs d'alerte en Afrique) depuis 2017.



20,90 €
TTC FRANCE

Graphisme : Justine Durat Photo de couverture : Stéphane Corbier

SUR LE FIL DE LA DÉFENSE

William Bourdon

Date de parution : 21/09/2023

EAN : 9782749177106

Éditions Le Cherche Midi 278 pages prix 20,90 euros

Table des matières

I - Apprentissage

- Scampi fritti
- Saô Paolo
- Avocat ? Jamais de la vie
- De la conférence du stage à la prise d'otages
- Mauvaise foi sincère ou auto-conviction
- L'ingénuité peut coûter cher
- Une si dangereuse profession
- Six cadavres en quête de coupable

II - Rendre responsable les prédateurs de l'humanité

- La traque de Pinochet
- Le XXI^e me siècle commence à Porto Alegre
- L'aventure Sherpa
- Total en Birmanie
- Quand une multinationale joue contre son camp

III -Filiations africaines

- Au carrefour de tous les crimes
- Un fils de l'Afrique
- Saynètes en avion

IV- L'impossible défense des suspects du terrorisme

- Mourad et Nizar
- Face au mal absolu

V- Face à Face avec l'hyper-cupidité

- La Saga BMA
- Dubaï, paradis de voyous
- L'arrogance fait des cadeaux
- Quand tout tombe à l'eau
- Cynisme à gogo
- Le déni vital
- Quel est mon prix ?
- Le bien au service du mal
- Capitalisme siempre vive

VI – Hasta la muerte

- Ils annoncent leur propre mort
- Au cœur du complot
- Finalement le silence tue toujours

VII- Un métier à risques

- Menaces
- Créances et dignité
- Difficile rencontre avec les victimes
- Edgar Morin face au judiciairement correct
- Avocat et magistrats
- Avocats et journalistes
- Un mal pour un bien ?

VIII- Mes frères en alerte

- Philippe Pichon
- Hervé Falciani
- Antoine Deltour
- Edward Snowden
- Rui Pinto
- Nicolas Forissier
- PPLAAF

IX- La mélancolie de l'engagement

- Fidélités
- Indispensable mélancolie
- Enfin contemplatif
- Et c'est avec les femmes que l'histoire s'achève
- De l'intime à l'universel

4eme de couverture

- De Raoni à Snowden, 40 ans d'affaires d'un grand avocat international.

Comment devient-on un avocat engagé contre des dictateurs, des multinationales puissantes, des mafias d'État, tout en défendant des clients parfois poursuivis pour les pires crimes ?

William Bourdon raconte la naissance de sa vocation, ses modèles spirituels, l'équilibre à trouver entre les vérités multiples d'un procès.

Après avoir été secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme, il crée l'association Sherpa, à l'origine de poursuites contre Total en Birmanie ainsi que de la notion de « biens mal acquis » qui a permis d'incriminer des dictateurs africains. Il obtient, pour la première fois en France, la mise en examen d'un suspect du génocide rwandais, l'abbé Wenceslas Munyeshyaka. Il devient pionnier dans la défense de lanceurs d'alerte comme Edward Snowden, Nicolas Forissier ou Rui Pinto. Il est encore l'avocat d'Alexeï Navalny ou des indigènes Raoni et Surui contre Bolsonaro devant la Cour pénale internationale.

Au fil de ses combats, il rencontre des militants anonymes à travers le monde, des justes qui se font parfois assassiner.

Cet édifiant récit interroge la notion d'engagement, le fonctionnement obscur du monde et les contradictions de la nature humaine. Il apparaît surtout comme une formidable et stimulante leçon de courage.

Les autres publications de William Bourdon

- La Cour pénale internationale : le Statut de Rome, avec Emmanuelle Duverger, éditions du Seuil, 2000
- Face aux crimes du marché : quelles armes juridiques pour les citoyens ? - suivi de 39 propositions, La Découverte, 2010
- Petit manuel de désobéissance citoyenne, éditions Jean-Claude Lattès, 2014. Il y évoque le sort des « désobéissants » et des lanceurs d'alerte et les risques qu'ils encourent.
- Les Dérives de l'état d'urgence, éditions Plon, 2017.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
 Copyright © [René Naba](#), Mondialisation.ca, 2024

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca